

ACTION URGENTE

CHINE. LOURDE PEINE DE PRISON POUR UNE FEMME MÉDECIN OÛIGHOURE À LA RETRAITE

Gulshan Abbas, une femme médecin ouïghoure à la retraite, a été condamnée à 20 ans de réclusion à l'issue d'un procès secret pour « participation au terrorisme organisé, aide à des activités terroristes et perturbation grave de l'ordre social » en mars 2019. Ses proches ont appris cette condamnation par une source fiable 21 mois plus tard, en décembre 2020. Ils pensent que la lourde peine prononcée contre Gulshan Abbas est liée aux activités militantes en faveur des droits des Ouïghours que mènent des membres de sa famille établis aux États-Unis. Gulshan Abbas souffre de plusieurs problèmes de santé chroniques qui nécessitent un suivi et un traitement réguliers. Le fait qu'elle n'ait aucun contact avec les membres de sa famille depuis plus de deux ans suscite de vives inquiétudes pour sa santé et son bien-être.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Directeur de l'administration pénitentiaire
pour la région autonome ouïghoure du Xinjiang*

Director Wang Jiang

Prison Administration Bureau of Xinjiang Uighur Autonomous Region

N° 380, Huanghe lu, Urumqi

830000, Xinjiang Uyghur Autonomous Region

Chine

Monsieur le Directeur,

*Je vous écris pour vous faire part de ma profonde inquiétude pour **Gulshan Abbas** (古丽先·阿巴斯), une femme médecin ouïghoure à la retraite, qui a été condamnée à 20 ans de réclusion à l'issue d'un procès secret pour « participation au terrorisme organisé, aide à des activités terroristes et perturbation grave de l'ordre social » en mars 2019. Ses proches n'ont appris sa condamnation à cette lourde peine que plus de 21 mois plus tard, en décembre 2020, et ont ensuite obtenu confirmation de cette information auprès des autorités chinoises.*

J'ai appris avec consternation que depuis que Gulshan Abbas avait été portée disparue à Ürümqi le 10 septembre 2018, les autorités n'avaient donné à sa famille aucune information sur le lieu où elle se trouvait ou sur son état de santé. Sa famille pense qu'elle pourrait avoir été envoyée dans un centre de « transformation par l'éducation » avant d'être emprisonnée.

Aucun élément de preuve concret contre Gulshan Abbas n'a été invoqué publiquement par les autorités, mais sa famille pense que sa lourde peine est liée aux activités militantes en faveur des droits des Ouïghours que des membres de sa famille mènent à l'étranger. Il semble qu'il s'agisse d'un cas de punition collective visant à restreindre le droit à la liberté d'expression et les activités des défenseur.es des droits humains.

J'ai également appris avec une grande préoccupation que Gulshan Abbas avait été opérée des deux yeux et souffrait de plusieurs maladies chroniques, notamment d'hypertension artérielle, de maux de dos et de fortes migraines récurrentes. Il est donc essentiel qu'elle bénéficie régulièrement de soins médicaux adaptés.

En conséquence, je vous prie instamment :

- **de libérer Gulshan Abbas, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'elle a commis une infraction reconnue par le droit international et qu'elle ne soit jugée dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;**
- **dans l'attente de sa libération, de révéler le lieu où se trouve Gulshan Abbas, de l'autoriser à avoir des contacts avec sa famille, à consulter l'avocat.e de son choix et à bénéficier sans délai des soins médicaux adaptés si cela est nécessaire ou si elle le demande, et de veiller à ce qu'elle ne soit pas soumise à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements.**

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Gulshan Abbas, médecin à la retraite, a travaillé à l'hôpital Ming Yuan des employés de la compagnie pétrolière du Xinjiang, à Ürümqi, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Elle a dû prendre une retraite anticipée en raison de problèmes de santé.

On pense que Gulshan Abbas a été emmenée quelques jours après que sa sœur Rushan Abbas, une militante en faveur des droits des Ouïghours qui vit aux États-Unis, eut prononcé un discours sur les arrestations de grande ampleur visant les Ouïghours dans le Xinjiang. Rushan Abbas fait depuis lors l'objet d'attaques dans les médias chinois officiels, comme le *Global Times*, qui l'a accusée d'être une « séparatiste » et de répandre des rumeurs sur la détention de Ouïghours au Xinjiang. Ce ne serait pas la première fois que des proches de militant.es sont pris pour cible - Amnesty International a recueilli des informations sur plusieurs cas de Ouïghours établis à l'étranger et soumis à des actes de harcèlement et d'intimidation par les autorités chinoises.

Le Xinjiang est l'une des régions chinoises dont la population est la plus diversifiée sur le plan ethnique. Plus de la moitié de ses 22 millions d'habitants appartiennent à des groupes ethniques principalement d'origine turque et majoritairement musulmans, parmi lesquels les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 million de personnes) et d'autres populations dont les langues, les cultures et les modes de vie sont très différents de ceux des Hans, qui sont majoritaires en Chine « intérieure ».

En mars 2017, les autorités du Xinjiang ont adopté le « Règlement de lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes », tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer ou de refuser d'écouter ou de regarder des émissions de la radio et de la télévision publiques, le port de la burqa, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel présentant un « contenu extrémiste ». Cette réglementation a également instauré un « système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour le travail de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

On estime que jusqu'à un million de Ouïghours, de Kazakhs et d'autres membres d'ethnies à majorité musulmane sont détenus dans des centres de « transformation par l'éducation ». Les autorités chinoises ont nié l'existence de ces lieux jusqu'en octobre 2018, et ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de centres de « formation professionnelle » gratuite et volontaire. Selon elles, l'objectif de cette formation est de fournir des enseignements techniques et professionnels pour permettre à ces personnes de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine, cependant, contredisent les informations recueillies auprès d'anciennes détenues faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement. La Chine a rejeté les demandes de la communauté internationale, y compris d'Amnesty International, l'invitant à autoriser des experts indépendants à se rendre librement dans la région du Xinjiang. Elle a par ailleurs multiplié les efforts pour faire taire les critiques en invitant des délégations de divers pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE 23 février 2021.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Gulshan Abbas (elle)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/2401/2020/fr/>